

Mesurer scientifiquement le bonheur et la qualité de vie

Simon Langlois

Professeur titulaire, Département de sociologie, Université Laval

Le développement social tient-il du « toujours plus » bien décrit par François de Closets' ? Ce n'est pas un hasard si de plus en plus de chercheurs s'interrogent sur le bonheur, sur la « bonne » société et sur la qualité de vie. Ces interrogations ne sont pas nouvelles – on les retrouve chez Aristote autant que dans les œuvres des grands penseurs de la modernité, de Montesquieu à Rousseau et à Voltaire –, mais elles sont devenues encore plus pertinentes dans le monde nouveau qui s'est esquissé au xx^e siècle. Comment, dès lors, définir la qualité de vie, et comment la mesurer ?

L'appareil statistique des pays développés mesure bien tout ce qui relève de la sécurité physique, économique et sociale des individus et des ménages, mais il parvient moins bien à caractériser le bien-être, la qualité de vie et le développement social. Deux raisons expliquent cette difficulté. Les notions de qualité de vie et de développement social posent d'abord des problèmes évidents de définition. On peut néanmoins s'entendre pour dire qu'elles désignent surtout une autre approche de la réalité, qui implique, en quelque sorte, un changement de paradigme dans le champ de la statistique. La croissance économique, l'urbanisation, l'industrialisation, la scolarisation et le développement technologique, scientifique et biotechnologique ont permis à la majorité des ménages de sortir de l'univers du besoin. La mondialisation,

143

« Mesurer scientifiquement le bonheur et la qualité de la vie » dans Miriam Fahmy (dir.), *L'État du Québec 2011*, Montréal, Boréal, 2010 : 143-154.

les progrès de la démocratie et l'extension du libre-échange à l'échelle de la planète au début du xx^e siècle ont créé par ailleurs un monde radicalement nouveau. Comment définir, dans ce contexte, les finalités du développement social et, plus largement, la « bonne vie » ? C'est le défi qui attend les appareils chargés de recueillir les statistiques officielles de l'État.

Le nouveau défi de la statistique

L'appareil statistique et les sciences sociales du xix^e siècle se sont développés dans un contexte où la majorité de la population était occupée à travailler dur et où la survie était problématique pour la quasi-totalité des individus. Jusqu'à un certain point, les catégories de la statistique officielle portent encore la marque du contexte de leur naissance.

Comment refléter l'état du développement au-delà de l'univers des besoins ?

Des indicateurs classiques, des séries statistiques et de nombreuses enquêtes permettent de caractériser le travail, la lutte pour la survie, la santé ou la satisfaction des besoins. L'emploi, les conditions de travail, la syndicalisation, les revenus, le chômage, la pauvreté, les investissements, l'épargne, le logement, la consommation, la criminalité, la

natalité, la mortalité et d'autres caractéristiques démographiques, économiques et sociales facilement quantifiables ont reçu la part du lion dans les analyses statistiques. L'appareil statistique de l'État mesure fort bien ces différents aspects. La grande majorité des individus n'étant plus enfermée dans l'univers des besoins, le même appareil statistique s'intéresse maintenant à ce qui relève du comportement social et économique discrétionnaire – pratiques de loisirs, pratiques culturelles, éducation et scolarisation, famille, mariage, ethnicité, connaissances des langues et de la science, santé, etc. –, reflétant ainsi le niveau de développement de la société.

De même, d'autres sources de données se sont mises en place : observatoires privés, instituts de sondage ou de recherche et universités fournissent quantité d'observations scientifiques sur les phénomènes sociaux au sens large. Pensons à l'analyse du vote, par exemple, effectuée le plus souvent par des organismes non gouvernementaux et des instituts de sondage, ou encore aux études sur les styles de vie réalisées par les firmes de marketing.

Les observations précédentes appellent deux remarques. Plusieurs phénomènes sociaux, culturels et économiques échappent encore aux filets de la mesure ou sont mesurés de façon moins satisfaisante. La vie associative, la religion, le travail au noir, le partage des dépenses entre les conjoints ou encore les relations sociales entre les individus

sont moins connus, bien qu'ils soient couverts par des enquêtes *ad hoc*. La seconde remarque est plus fondamentale puisqu'elle met en cause des aspects épistémologiques et théoriques. Si l'appareil statistique mesure bien ce qui relève des besoins de base et du développement économique, il a moins bien réussi à mettre l'accent sur les préoccupations nouvelles en matière de développement social et de qualité de vie. Comment refléter l'état du développement au-delà de l'univers des besoins ? Ne faut-il pas développer de nouvelles perspectives pour appréhender la vie en société dans un contexte nouveau marqué par la croissance, et non plus par la lutte contre la rareté et la pénurie ? On mesure bien toutes les facettes du revenu, mais peut-on mesurer le bien-être ? Et que faut-il entendre par « bien-être », demandera-t-on aussitôt ?

Il ne s'agit pas ici d'opposer deux types de développement – le développement économique et le développement social – ou deux notions comme le niveau de vie et la qualité de vie, mais plutôt de voir comment mesurer le développement social et la qualité de vie de manière autonome. Un changement de paradigme s'impose. Dans cette perspective nouvelle, les indicateurs caractérisant des réalités subjectives deviendront plus importants, et on apprendra à mieux les utiliser au fur et à mesure que la recherche se développera. Ce type de mesures pourra apporter une contribution fort importante

aux travaux sur le développement social.

Indicateurs sociaux subjectifs

L'expression « indicateurs subjectifs » est un raccourci employé pour désigner des indicateurs ou des mesures de réalités subjectives, des perceptions ou des évaluations faites par les acteurs sociaux, mais elle prête à confusion, car elle donne à penser que ce sont les indicateurs eux-mêmes qui sont subjectifs, ce qui n'est pas le cas, ou encore que les indicateurs subjectifs seraient arbitraires, moins « scientifiques » même que les indicateurs dits objectifs. Or, il n'en est rien. Les aspects subjectifs peuvent être mesurés scientifiquement aussi bien que les aspects objectifs grâce au progrès du système de cueillette de données et aux approches méthodologiques développées au fil des ans. Disons les choses autrement : « indicateur subjectif » ne signifie pas « indicateur mesuré subjectivement ».

Premièrement, les indicateurs subjectifs et objectifs désignent des objets différents, dont la mesure pose des problèmes communs. Les indicateurs dits objectifs sont sujets aux mêmes problèmes de mesure, et la question de la fiabilité et de la validité se pose dans leur cas comme dans celui des indicateurs de réalités subjectives. Il suffit de penser aux mesures de la pauvreté ou de l'inégalité, qui dépendent toutes deux de choix faits par le chercheur ou par l'organisme statistique. Même chose pour l'étude de la

profession. Combien de systèmes différents de catégories socioprofessionnelles ou de classes sociales existe-t-il en sciences sociales? Pour faire parler les données, le détour par la théorie ainsi qu'un travail minutieux de méthodologie s'imposent. Il en va de même pour les indicateurs qualifiés de subjectifs.

Deuxièmement, il paraît nécessaire de considérer simultanément, dans certains types d'analyses, des mesures dites objectives et des mesures de la subjectivité des acteurs. Prenons par exemple le lien entre l'âge et la santé. L'âge est un indicateur objectif facilement quantifiable. Mais dans les enquêtes sur la santé, il faut en plus de la mesure de l'âge une variable subjective comme l'évaluation que font les répondants de leur santé afin de faire des prédictions de consommation de services. L'état de santé perçu subjectivement est une facette aussi importante que l'âge des répondants dans l'analyse.

Certains critiques paraissent sceptiques quant aux résultats en apparence contradictoires des analyses et prennent ce prétexte pour soulever des doutes sur les mesures de réalités subjectives. Rappelons cet exemple connu: les individus les plus démunis ne sont pas nécessairement les plus insatisfaits, et les mieux nantis, pas toujours les plus heureux. Montaigne avait déjà bien perçu ce qui sera appelé à notre époque le « paradoxe de la privation relative»: « Pendant qu'il est loin, l'objet de nos désirs semble l'emporter sur tout le reste. Est-il en

notre possession que nous désirons autre chose: notre soif est aussi grande. » Ce phénomène de privation relative a été maintes fois analysé depuis Alexis de Tocqueville, au XIX^e siècle, et l'économiste américain Richard Easterlin l'a bien expliqué². Les aspirations sont stagnantes chez les démunis – une observation qui avait déjà été faite par Gérard Fortin³ au Québec –, mais elles augmentent plus vite lorsque le revenu s'élève, et ce, sans nécessairement y demeurer proportionnelles, un peu comme si l'appétit grandissait plus rapidement que le gâteau disponible. Rappelons aussi qu'il existe des paradoxes dans l'analyse des relations entre variables dites objectives ou quantitatives. Par exemple, les personnes les plus instruites ne gagnent pas nécessairement toutes des revenus plus élevés que celles qui sont sans diplôme d'études supérieures. Il y a bien une corrélation entre ces mesures, parfois très forte, mais elle peut être plus faible dans d'autres contextes. Ainsi, le lien entre éducation et revenu n'est pas le même aux États-Unis qu'au Canada, et on peut expliquer cette différence. Les économistes ont montré que la demande pour les diplômés des niveaux universitaires avancés dans les années 1970 et 1980 avait largement dépassé l'offre aux États-Unis, car la scolarisation des Américains n'avait pas suivi une courbe ascendante aussi prononcée que celle qui était observée au Canada. Il s'est ensuivi une prime à l'éducation offerte aux États-Unis. La situation s'est inver-

sée depuis les années 2000. À contexte différent, diagnostic différent.

En réalité, la véritable question qu'il faut se poser dans le cas des variables subjectives, c'est celle de la sûreté et de la validité de l'information recueillie. Deux enquêtes réalisées à peu près au même moment et auprès de la même population devraient donner des résultats semblables. Effectivement, les travaux sur les indicateurs subjectifs concernant les revenus et le niveau de vie, par exemple, donnent des résultats très fiables lorsqu'on effectue des comparaisons dans le temps ou entre les sociétés. Le fait d'observer des résultats assez semblables en France, aux États-Unis ou au Québec sur la relation entre revenu et perception peut être interprété de façon satisfaisante et donne à penser que la mesure subjective est fiable.

Rationalité et cognition

L'élaboration des indicateurs sociaux caractérisant des aspects subjectifs ou des représentations sociales implique que soit élargie la définition de la rationalité des acteurs sociaux, et celle-ci s'éclaire si on adopte une perspective cognitiviste.

Certains économistes ont réduit le concept de rationalité à la seule rationalité instrumentale (en anglais, *rational choice*). Or, il existe aussi d'autres types de rationalité. La coutume et l'habitude – « cela s'est toujours fait ainsi » – peuvent inciter les individus à agir d'une certaine façon, toute rationnelle à leurs

yeux. On parlera alors de « rationalité traditionnelle ». Dans les sociétés paysannes, le rythme des saisons est d'une importance majeure, et les technologies sont peu développées. Là, la référence à la coutume et à la tradition est forte, et les individus ne voient pas de bonnes raisons de remettre en cause ce qui

Un nouveau consensus émerge dans un certain nombre de pays développés autour de la nécessité de mesurer le progrès social et le développement, en sus de la mesure du PIB.

fonctionne déjà. Mais lorsque la nouveauté apparaît, invitant au changement dans les façons ancestrales d'être et de faire les choses, de nouveaux comportements émergent, comme ce fut le cas avec l'arrivée du tracteur dans les milieux ruraux dans différents pays.

Considérons un autre exemple : la rationalité des valeurs. *A priori*, on pourrait croire que les valeurs sont de l'ordre de la préférence personnelle, de l'arbitraire même, suivant en cela une vision du monde postmoderniste teintée de relativisme. Or, les individus ont de bonnes raisons, des raisons fortes, de porter des jugements normatifs. Nous pouvons facilement justifier notre préférence pour la démocratie par rapport au fascisme,

par exemple. Pour Raymond Boudon, la rationalité axiologique (rationalité en matière de valeurs) est complémentaire de la rationalité instrumentale⁴. Les jugements moraux comme les jugements esthétiques peuvent être fondés objectivement. Boudon multiplie les exemples, dont celui du texte que Baudelaire a écrit sur *Madame Bovary*, qui montre en quoi cette œuvre est objectivement belle, ne pouvant pas être analysée en termes d'attributs platoniciens. Les raisons peuvent aussi être partagées. Monet, Baudelaire, Goethe, Balzac, Mozart, Verdi et tant d'autres font parti du patrimoine de l'humanité parce que leur œuvre parle aux individus, qu'elle a du sens pour eux et qu'elle est reconnue comme étant de qualité. «L'acteur adhère à une croyance, prend une décision donnée, accomplit une action donnée, lorsqu'il a l'impression que ladite croyance, que ladite action ou ladite décision reposent sur un système de raisons fortes, sur un système de raisons que l'Autre généralisé endosserait⁵.»

Enfin, l'individu peut se comporter en fonction des connaissances limitées qu'il a du monde. Au début du xx^e siècle, les anthropologues croyaient qu'il existait une pensée prélogique, primitive, ayant des propriétés essentielles (en référence à la magie pour expliquer le monde, etc.). Or, il n'en est rien. Le primitif pense selon les mêmes règles que l'anthropologue, mais ses connaissances sont différentes et incomplètes. Les croyances magiques sont des conjectu-

res que forgent les primitifs à partir du savoir qu'ils estiment légitime, comme nous élaborons nous-mêmes nos connaissances sur d'autres bases (expérimentation, etc.). Le primitif croit que le frottement de deux morceaux de bois produit le feu «par magie». Nous, en revanche, savons pourquoi il en est ainsi: l'énergie cinétique se transforme en énergie thermique. La connaissance du primitif est simplement limitée. Nous savons aujourd'hui qu'elle est fautive, mais nous devons admettre que ce dernier a des raisons d'expliquer, compte tenu de l'état de ses connaissances, que le feu jaillit de manière magique.

Disons les choses autrement. La pensée humaine est universelle, il n'y a pas une pensée prélogique ou magique d'un côté et une pensée scientifique de l'autre. Le primitif peut et sait être très rationnel dans les limites de son savoir. De même, les représentations sociales des acteurs peuvent être traitées comme des faits objectifs. Il est donc possible de nous intéresser au sens que donne l'individu à ses conduites et à ses comportements en considérant cet aspect comme étant objectif. Revenons à l'exemple donné plus haut. Les gens qui sont les plus démunis donnent souvent, à des questions sur la privation ou la satisfaction dans les enquêtes sociales, des réponses qui paraissent étranges ou du moins inattendues aux yeux des analystes. Ainsi, leur niveau d'insatisfaction ou leur sentiment de privation ne serait pas aussi marqué qu'on pourrait



Le « bonheur social » est défini comme étant l'appréciation de la vie en général. Jusqu'à quel point les gens aiment-ils la vie qu'ils mènent ?

attendre. On peut expliquer pourquoi. En fait, il faut chercher ce qui a du sens pour le répondant, de son point de vue, et non pas nécessairement ce qui en a pour l'observateur. Ainsi, les personnes appartenant à la classe moyenne, objectivement mieux nanties que les ménages plus pauvres, sont entrées plus avant dans l'univers des aspirations, alors que les aspirations des pauvres restent bloquées dès le départ. Les aspirations non satisfaites sont alors plus grandes et le sentiment de privation, plus aigu au sein

des classes moyennes⁶. Les deux types de ménages donnent des réponses parfaitement rationnelles selon leurs points de vue respectifs lorsqu'on les interroge sur ces questions, et la référence à leur rationalité – rapidement esquissée plus haut – explique des résultats qui paraissent étranges à première vue aux chercheurs, comme la mentalité des primitifs paraissait étrange aux yeux des premiers anthropologues.

Représentation sociale de la qualité de vie

Il est arrivé par le passé qu'on remette en question la validité des indicateurs subjectifs parce que ces derniers refléteraient une sorte de « fausse conscience » des individus, ceux-ci étant considérés comme étant aveugles à leur « vraie » réalité. Or, il n'en est rien. Les questions mesurant des opinions sur la réalité sociale ou individuelle sont en fait des représentations sociales. La représentation sociale est définie, en sciences sociales, comme un système cognitif d'une nature particulière, qui a principalement pour fonction d'orienter les conduites quotidiennes des acteurs sociaux. La représentation sociale est

« Indicateur subjectif » ne signifie pas « indicateur mesuré subjectivement ».

une théorie du monde que chaque individu construit selon des règles logiques différentes des autres systèmes cognitifs que sont la science ou les idéologies, par exemple. L'opinion a du sens pour l'individu. Pour agir, ce dernier se donne une théorie du monde, élabore un système cognitif qui orientera son action. Dans son œuvre, Serge Moscovici⁷ présente deux règles logiques : l'analogie, qui associe deux objets en prenant comme critère un aspect de signification – « l'université, c'est comme une

industrie » –, et la compensation, qui assure l'unité du discours et tolère le principe de non-contradiction, contrairement à la science. Dans l'exemple cité de l'université, le locuteur ajouterait sans doute, tout de suite après le mot « industrie » : « oui, mais... » afin de compenser l'impression d'exagération donnée par l'analogie. Deux autres règles, sociologiques celles-là, guident l'élaboration des représentations : l'objectivation – ou la rétention sélective de l'information – et l'ancrage – qui définit un objet par rapport à un contexte ou à un groupement (« l'université, c'est pour les "bolés" »).

La représentation sociale est un bricolage quotidien à partir duquel les gens agissent. Elle n'a pas à être exacte au sens où la science peut l'être. Elle ne repose pas sur un fondement scientifique, sur une recherche, et elle n'est pas fondée sur les canons de la science (non-contradiction, vérification exhaustive, etc.). Elle est faite d'un ensemble de connaissances forcément limitées, et s'y mêlent des jugements et des prises de position, d'où l'expression de « bricolage » qu'on lui accole souvent. Par contre, la science sociale qui étudie les représentations ne « bricole » pas quant à elle sa recherche, et elle se doit de respecter les canons et procédures reconnues pour mesurer ces représentations. Le résultat de la recherche est l'objet d'examen critique de la part de pairs, qui peuvent en découvrir les failles, l'évaluer, puis l'approuver ou l'infirmier.

C'est en ce sens que nous avons avancé plus haut que les indicateurs de réalités subjectives n'équivalent pas à des indicateurs mesurés subjectivement.

La qualité de vie et le bien-être

L'étude empirique de la qualité de la vie s'est beaucoup développée ces dernières années. L'expression « qualité de vie » est polysémique, et plusieurs définitions en ont été données dans la littérature. « Qualité de vie » et « bien-être » sont parfois considérés comme des synonymes. Par ailleurs, plusieurs expressions reviennent fréquemment pour caractériser divers aspects qualitatifs de la vie en société ou certaines dimensions du développement social. Nous en retenons cinq, mais cette liste n'est pas exhaustive : « bien-être », « bonheur social » (*happiness*), « satisfaction », « privation » et « bonne société » (*good society*).

Le « bien-être » peut prendre généralement deux sens différents. Le premier décrit la possession ou l'accès aux ressources matérielles nécessaires à la vie en société à une époque donnée. Le terme anglais « *wellbeing* » traduit ce premier sens, qui renvoie aux conditions de vie (bonnes conditions de logement, facilité de transport, équipement de loisirs) mais inclut aussi l'accès à un emploi et à de bonnes conditions de travail. Le bien-être au sens de « *welfare* » caractérise l'état général de santé (bien-être psychologique, santé psychosociale, absence de détresse psychologi-

que, saines relations, bonne forme physique, etc.), et cette notion est surtout présente dans les travaux en santé publique au sens large. Lorsque le bien-être est mesuré avec des indicateurs de comportements ou à partir des ressources possédées ou accessibles, on parlera de « bien-être objectif ». Lorsqu'il est plutôt caractérisé à partir de l'évaluation faite par les répondants, on emploiera l'expression de « bien-être subjectif ».

Le « bonheur social » (en anglais, *happiness*) est un concept maintenant largement répandu. Il est défini comme étant l'appréciation de la vie en général. Jusqu'à quel point les gens aiment-ils la vie qu'ils mènent ? La définition anglaise illustre bien ce qui est visé par ce concept : « *how well one likes the life one leads* ». Le chercheur européen R. Veenvhoven⁸ distingue deux composantes du bonheur social, ou de l'appréciation de la vie : la dimension affective et la dimension cognitive. La dimension affective mesure jusqu'à quel point les aspects positifs de la vie en société l'emportent sur les aspects négatifs aux yeux des individus. La dimension cognitive caractérise quant à elle l'adéquation entre les aspirations des individus et leur atteinte effective.

La « satisfaction » renvoie à un domaine plus délimité, plus circonscrit à l'intérieur de la famille des études sur la qualité de vie. Elle vise à évaluer l'atteinte d'objectifs personnels que se fixent les individus. Il existe un grand nombre de recherches qui mesurent ce

qu'on pourrait appeler la satisfaction *ad hoc*, c'est-à-dire dans des domaines particuliers de la vie, comme la satisfaction au travail ou le revenu. La mesure de la satisfaction est un aspect particulier de la qualité de vie, dont la portée, ou l'étendue, est considérée comme étant plus restreinte.

On peut évaluer la qualité de vie par la négative, en quelque sorte, en étudiant le sentiment de «privation» au sens large. Ce domaine est bien balisé dans la littérature spécialisée. L'enquête de Marc-Adélaïde Tremblay et de Gérald Fortin⁹ menée au Québec au début des années 1960 reste un modèle du genre encore pertinent à consulter pour des éléments de problématique. Le sentiment de privation est généralement mesuré à partir d'un ensemble d'indicateurs ou de questions du type: «Avez-vous de la difficulté à boucler votre budget?»; «Êtes-vous obligé de vous priver pour y arriver?»; «Votre situation financière s'est-elle améliorée (ou détériorée) depuis cinq ans?»; «Prévoyez-vous que votre situation financière va s'améliorer d'ici cinq ans?»; etc.

Mais il est aussi possible d'utiliser un autre ensemble d'indicateurs caractérisant l'évaluation subjective des moyens financiers nécessaires pour vivre. Les questions portent alors sur le revenu minimum jugé nécessaire pour vivre («Quel est, selon vous, le revenu nécessaire pour faire vivre une famille comme la vôtre?»; «Quel est, selon vous, le revenu nécessaire pour faire

vivre un ménage ayant deux enfants d'âge scolaire?»; etc.). Ces questions sont particulièrement utiles pour l'estimation de seuils de pauvreté et la construction d'échelles d'équivalence ou d'indices de niveaux de vie.

Enfin, plusieurs auteurs américains ont commencé, durant les années 1990, à parler de la «bonne société». L'ouvrage le plus connu est sans doute *The Good Society*, publié en 1991 sous la direction de Robert N. Bellah¹⁰. Pour les auteurs de ce collectif, la qualité des institutions est centrale dans l'évaluation de la qualité de vie: «*A vigorous public life is essential to a good society*» (p. 306).

Travaux en cours

Un nouveau consensus émerge dans un certain nombre de pays développés, en particulier ceux qui ont mis en place un État-providence avancé, autour de la nécessité de mesurer le progrès social et le développement, en parallèle à la mesure du produit intérieur brut (PIB), dont l'utilité reste bien réelle, mais qui paraît de plus en plus insuffisante. On s'entend aussi pour reconnaître les limites de l'indicateur de développement humain de l'ONU si souvent cité. Le rapport de la commission Stiglitz¹¹, mandaté par l'État français et publié en 2009, a marqué un tournant important dans l'histoire contemporaine de la statistique, et il a donné ses lettres de noblesse à la recherche d'une manière nouvelle et différente de mesurer la qualité de vie et le progrès social au sens

où nous l'avons défini plus haut. Déjà, l'Institut national de la statistique (INSEE) en France travaille à la mise en place d'une nouvelle mesure du développement social, et le gouvernement italien a emboîté le pas en confiant un tel mandat à son propre Institut national de la statistique. D'autres initiatives du genre existent dans les pays scandinaves.

Le Canada n'est pas en reste, et la Fondation Atkinson, de Toronto, a pris l'initiative, avec la collaboration étroite de Statistique Canada, de construire un « Index canadien de bien-être » (mieux connu sous l'acronyme anglais CIW, pour « Canadian Index of Wellbeing¹² »). Cette initiative, peu connue au Québec, est celle qui correspond le plus à ce qui est proposé dans le rapport Stiglitz. L'Index canadien comprend huit dimensions ou composantes mesurant diverses facettes de la vie en société: la santé des populations, l'éducation, l'engagement civique, les arts et la culture, la vitalité des communautés, le niveau de vie, l'emploi du temps et la qualité de l'environnement. Chaque dimension fera l'objet d'une mesure spécifique à l'aide de huit indicateurs quantitatifs, et la construction d'un index global est prévue pour la fin 2011. L'Index canadien sera donc la somme des 64 indicateurs différents, et il couvrira la période débutant en 1981. Il sera par la suite mis à jour annuellement. Certains index ont été rendus publics depuis 2009 et sont disponibles sur le site web CIW. Le projet ne prévoit

pas explicitement de mesures au niveau provincial ou régional, mais il sera possible de calculer des sous-indices par grandes régions ou par provinces une fois mise en place la base de données, à condition d'allouer des ressources à la réalisation de cette entreprise. L'Index canadien est un bon point de départ, mais il restera aussi à développer des mesures précises des représentations sociales et des évaluations subjectives des individus, un aspect qui ne sera que partiellement couvert par le CIW.

Que retenir ?

Un nouveau paradigme s'impose en statistique afin de mieux cerner le développement social. Ce changement est en cours au sein de l'appareil statistique, lequel est maintenant plus sensible à la nécessité de mieux connaître et de mieux caractériser la qualité de vie, et non pas seulement les conditions de vie au sens large et la satisfaction des besoins de

**Les individus les plus démunis
ne sont pas nécessairement
les plus insatisfaits, et
les mieux nantis, pas toujours
les plus heureux.**

survie. Des études s'imposent par ailleurs auprès des individus, qui restent l'unité à privilégier en dernière analyse afin de voir comment ils évaluent leur situation dans un environnement donné.

Évaluer la qualité de vie par le biais d'enquêtes et mesurer la subjectivité ne signifie pas mesurer subjectivement ni verser dans une vision atomiste de la société, loin de là. Les sciences sociales offrent maintenant les instruments théoriques et méthodologiques permettant de considérer les constructions des acteurs sociaux ainsi que les représentations sociales comme des objets sociaux mesurables et comme des objets d'analyse au même titre que des indicateurs de réalités dites objectives, comme l'emploi ou le revenu. Le chantier reste ouvert.

Notes

1. François de Closets, *Toujours plus!*, Paris, Grasset, 1984.
2. Richard Easterlin, « Building a better theory of well-being » dans L. Bruni et P. Porta (dir.), *Economics and Happiness: Framing the Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2005. Rappelons que la thèse de Easterlin a été initialement publiée dans son article classique, l'un des plus cités en sciences sociales, « Does Money Buy Happiness? », *The Public Interest*, 1974.
3. Gérald Fortin, *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.
4. Raymond Boudon, *Le sens des valeurs*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.
5. *Ibid.*, p. 130.
6. Ce phénomène est bien documenté dans les travaux empiriques. Nous l'avons observé dans notre recherche empirique, qui, bien que déjà ancienne, a l'avantage d'avoir été faite à l'époque de la forte croissance des classes moyennes au Québec. Voir Simon Langlois, « L'univers des aspirations des familles québécoises, 1959-1977 », *Recherches sociographiques*, vol. 23, n° 3, 1982, p. 227-252.
7. Serge Moscovici (dir.), *Psychologie sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1992. Sa théorie a été initialement élaborée dans son livre *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses universitaires de France, 1960.
8. R. Veenhoven, « The Four Qualities of Life: Ordering Concepts and Measures of the Good Life », *Journal of Happiness Studies*, vol. 1, 2000, p. 1-39.
9. Marc-Adélar Tremblay et Gérald Fortin, *Les comportements de la famille salariée au Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1964.
10. Robert N. Bellah et al., *The Good Society*, New York, Knopf, 1991.
11. Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Paris, Odile Jacob, 2009.
12. Le site web du projet CIW donne tous les renseignements sur l'histoire et l'état de développement de cet index: www.cwi.ca.